

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 26 • 26 JUIN 2020 • CHF 3.-

Violence structurelle contre les requérants d'asile de la part d'agents de sécurité privés? page 5



NE: David de Pury et le commerce esclavagiste page 3



«Next Generation EU», un plan de relance trompeur page 5

Manifeste pour un autre monde

SUISSE • Une vingtaine de personnalités, comme le Prix Nobel Jacques Dubochet, ont lancé un «Manifeste 2020» concernant l'après Covid-19 et préconisant un changement de système.

Que font le chanteur et écrivain Michel Bühler et l'ancien président de Médecins du monde Suisse, spécialiste en soins palliatifs, Nago Humbert quand ils se retrouvent en plein confinement dans la cuisine du premier à Sainte-Croix? Ils imaginent des solutions pour l'après-pandémie. «On avait peur que cela reparte comme en 14 et que l'on n'ait rien appris, alors nous nous sommes mis à réfléchir ensemble, en contactant des personnalités proches ou des ami.e.s pour leur demander d'imaginer des pistes concrètes pour bâtir un monde nouveau», explique le compositeur vaudois. Et les réflexions présentées à l'occasion d'une conférence de presse à Genève ont été fructueuses.

Face à la pandémie, Nago Humbert et l'oncologue tessinois, Franco Cavalli saluent le travail de l'hôpital public comme «seul bouclier sanitaire», ainsi que l'engagement du personnel. Face aux coupes dans le secteur, à la diminution de lits de moitié en dix ans, à la privatisation de certains services comme le nettoyage et à la mise en concurrence des hôpitaux par le nouveau système de financement hospitalier (DRG), les deux éminents spécialistes réclament un arrêt des coupes budgétaires, un renforcement de la formation de personnel de santé plutôt que de piller les forces vives des autres pays, mais aussi le développement des soins à domicile ou l'instauration d'une caisse maladie unique. «Il faut aussi remettre en cause les monopoles pharmaceutiques qui affichent des bénéfices de 25% et facturent des nouveaux traitements contre le cancer à 100'000 francs par an», dénonce le Tessinois.

Un revenu disponible de 4000 francs
Pour sa part, le président de l'Union syndicale suisse (USS), Pierre-Yves Maillard, demande qu'un effort spécial soit entrepris en faveur de la jeunesse, à l'heure où les places d'apprentissage sont en forte diminution dans tous les cantons. «D'ici quelques années, les baby boomers prendront leur retraite et il y aura 1 million de personnes de plus de 75 ans en Suisse. Il faut donc un appui public pour permettre à tous les jeunes d'entrer dans le travail. La jeunesse est notre alliée et notre ressource», souligne le Vaudois, rappelant que son Canton avait initié un programme FORJAD de formation professionnelle et de placement en emploi pour les jeunes adultes à l'aide sociale.

Professeur ordinaire à l'Université de Fribourg, Sergio Rossi explique que la



crise sanitaire est aussi le fruit de la globalisation et de la financiarisation de l'économie. «La crise actuelle est pire que celle de 2008, car elle contient une contraction aussi bien de la demande que de l'offre», précise le macroéconomiste. Il relève que les profits des grands capitalistes explosent, alors que le pouvoir d'achat des salarié.e.s stagne depuis des années. Pour affronter la crise, il propose que chaque personne puisse jouir d'un revenu mensuel disponible d'au moins 4'000 francs, financé par une micro-taxe sur le trafic des paiements scripturaux, qui fait l'objet d'une initiative fédérale récemment lancée. Il défend aussi le principe d'un impôt sur les gros patrimoines et les revenus élevés, qui ont profité des crises induites par le néolibéralisme. Revenant sur le rôle prépondérant de l'Etat dans la croissance, il demande que des investissements soient réalisés dans une économie socialement et économiquement soutenable et que la Banque nationale suisse (BNS) investisse dans des entreprises, qui respectent ces critères.

Secrétaire générale du syndicat suisse romand du spectacle, Anne Papilloud est revenue sur la précarité qui touche les gens du spectacle. «La plupart des salarié.e.s du secteur font partie des 10% des travailleur.e.s avec les plus bas salaires», relève-t-elle. Elle veut que les pouvoirs publics écoutent mieux les professionnel.le.s de la culture, que le travail effectué notamment dans la préparation et la création des spectacles soit réellement payé. Elle sou-

haiterait aussi que la création se tourne aussi vers le «non-public» local, qui ne va pas aux spectacles plutôt que de privilégier la politique de tournée de prestige. Pour finir, la syndicaliste demande que les subventions soit affectées à toutes les cultures, notamment les musiques actuelles ou l'écriture plutôt qu'à la seule culture reconnue.

Une Suisse bio dans 10 ans

«Manger est un acte agricole», lance Josef Zisyadis, directeur de la Fondation pour la promotion du goût et co-président de Slow Food Suisse, rappelant que durant le confinement les Suisses ont découvert la qualité des produits locaux en vente directe dans les fermes. «La Suisse doit se fixer comme objectif de devenir un pays entièrement bio dans la décennie», propose l'ancien conseiller national vaudois. Il désire que l'école dispense dès la crèche une «éducation au goût et à l'alimentation». Les réfectoires scolaires devraient tous avoir une cuisine autonome, favorisant la participation des élèves à la découverte du patrimoine du bien manger. Il défend l'inscription du principe de la souveraineté alimentaire dans la constitution. «L'avenir est dans les micro-fermes et dans l'agro-écologie. Pourquoi ne pas imaginer trois plus de paysans en Suisse?», s'interroge-t-il. Il veut enfin que soit instaurée une caisse de l'alimentation sur le modèle de l'AVS pour permettre à tout un chacun d'accéder à une nourriture bio par le biais d'allocations mensuelles.

Le Prix Nobel de chimie 2017 et militant écologiste, Jacques Dubochet et Philippe Roch, ancien directeur de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEV) ont tous deux plaidé en faveur d'une protection du climat, de la biodiversité et de la nature.

«Si à la fin du siècle, la température augmente de 8%, nos petits-enfants n'y survivront pas. Aujourd'hui, nous avons comme un porte-monnaie commun d'émissions de gaz à effet de serre et il faut empêcher que les plus riches y piochent jusqu'à ce qu'on en crève», a expliqué, avec son habituelle faconde, le scientifique vaudois. Plus contemplatif, le Genevois a rappelé les vertus et les bienfaits d'apaisement et de la plénitude de la nature pour chacun.e. «Il faut privilégier l'éducation à l'émerveillement, au respect, à l'écologie plutôt que d'armer nos jeunes à une compétition fratricide», plaide-t-il.

D'autres contributions comme celles de Jean Ziegler sur «le capitalisme qui tue», du philosophe Alexandre Jollien, de la présidente de Solidarité sans frontières, Amanda Ioset, de la vice-présidente du syndicat des services publics (SSP), Cora Antonioli, en faveur du service public au service des besoins de la population ou du journaliste argentin-suisse Sergio Ferrari complètent ce nouveau manifeste du XXI^e siècle, qui espère avoir autant de succès qu'un autre écrit en 1848. ■

Joël Depommier

www.manifeste2020.ch



IL FAUT LE DIRE...

Union sacrée contre l'initiative UDC

La bataille du 27 septembre est avancée. Cette semaine, la ministre du Département fédéral de justice et police, Karin Keller-Sutter s'est retrouvée en conférence de presse avec le président de l'Union syndicale suisse, Pierre-Yves Maillard et celui de Travail.Suisse, Adrian Wüthrich, flanqués de leurs coreligionnaires de l'Union patronale suisse et de l'USAM, Valentin Vogt et Hans-Ulrich Bigler. Cette unité – de façade? – des partenaires sociaux vise à éviter que ne se reproduise un deuxième 9 février 2014, quand le peuple suisse avait soutenu dans les urnes l'initiative populaire fédérale «Contre l'immigration de masse» des blochétiens.

Pour récuser l'initiative de limitation de l'UDC, qui veut dénoncer la libre circulation, les intervenants ont fait feu de tout bois, expliquant que des mesures ont été prises pour favoriser la main-d'œuvre déjà en Suisse. Ainsi l'obligation – plutôt gadget – d'annoncer les postes vacants dans les professions connaissant un taux de chômage important. Ou la création d'une rente-pont avant retraite pour les chômeurs en fin de droit âgés de plus de 60 ans. Ces mesures seront-elles suffisantes face à la crainte de l'emploi, de la concurrence étrangère sur les postes dans une Europe en pleine austérité ou de la surdensification et du bétonnage de la Suisse, qui touchent en premier lieu les classes inférieures?

Au-delà du mantra de la droite sur cette Suisse qui exporte 50% de sa production au-delà des frontières ou du rappel syndical que la fin de la libre circulation des personnes remettrait en cause les mesures d'accompagnement en Suisse, les salarié.e.s ont besoin de vraies garanties. Ce qui implique des renforcements de contrôle des entreprises pour lutter contre le dumping ou des amendes exemplaires sanctionnant les contrevenants. Engagé contre l'initiative, malgré un avis mitigé sur le paquet d'accords bilatéraux Suisse-UE, qui tomberait en cas d'acceptation de l'initiative, le Parti du Travail a décidé de coupler son opposition avec un soutien à l'initiative des syndicats et de la gauche pour l'instauration d'un salaire minimum dans le Canton de Genève. Voilà le type de proposition concrète à même de faire trébucher l'UDC dans les urnes.

Joël Depommier

Violence endémique contre les requérants?

SUISSE • Trois requérants du Centre fédéral de traitement des demandes et de renvois de Chevilles ont dénoncé les coups reçus de la part de surveillants privés. Interview de Marie-Christine Ukelo M'Bolo-Merga, membre de Droit de rester-Fribourg.

Y aurait-il une violence structurelle contre les requérants d'asile de la part du personnel des agents de sécurité privés mandatés par le Secrétariat d'Etat à la migration (SEM) dans les nouveaux Centres fédéraux d'asile (CFA)? La semaine dernière, trois requérants du centre de traitement des demandes et de renvois de Chevilles (FR), aussi appelé Gouglera, ont dénoncé les coups qu'ils ont reçus de la part des surveillants de Protectas. Le 3 mai, un requérant marocain a ainsi été poussé violemment contre une vitre, ce qui lui a sectionné les tendons de la jambe. Il a été hospitalisé puis opéré. Aujourd'hui, il marche difficilement avec des béquilles. Le jour même, un requérant camerounais, encore convalescent du Covid-19, a subi de multiples contusions des agents de sécurité au passage de la fouille. Le jour suivant, un requérant algérien, souffrant d'épilepsie, a été victime d'étranglement suivant le constat médical fait à l'hôpital. Les trois victimes ont porté plainte, alors que les agents de sécurité incriminés continuent à travailler au CFA de Chevilles. Au mois de mai, des accusations de violence de la part de Securitas au centre fédéral bâlois de Bässlergut ont aussi été relatées dans la Woz.

Avez-vous été surprise par ces allégations de violence de la part de vigiles privés dans le Centre fédéral de Chevilles?

MARIE-CHRISTINE UKELO M'BOLO-MERGA
D'une certaine manière, nous ne sommes pas surpris-e-s. Depuis la mise en place des centres fédéraux, les associations de défense des droits de personnes migrantes ont dénoncé plusieurs fois des cas de violence psychologique et physique comme dans le centre de Boudry, au Foyer de l'Etoile à Genève ou plus récemment à Bâle. A



Attente dans la cour du centre d'enregistrement et de procédure pour requérant d'asile de Vallorbe. Image tirée du film « La forteresse » de F. Melgar.

Fernand Melgar

Chevilles, les victimes ont déposé plainte. Cette violence est endémique à un système. Elle vise notamment à isoler les personnes concernées, à éloigner les structures fédérales des grands centres urbains, à interdire leur accès à la société civile, à déléguer leur gestion à une entreprise privée comme ORS ou leur sécurité à Protectas ou Securitas, qui sont la même entité et font des bénéfices avec leur mandat étant cotées en bourse. Tout ce contexte peut amener à ce type de violence. Ces centres fédéraux sont des lieux sensibles, où les personnes requérantes sont préoccupées par leur avenir, où existent des barrières linguistiques, il faut donc une formation spé-

cifique et des conditions de travail correctes pour répondre à ces besoins. Nous préconisons donc l'engagement de travailleurs sociaux et sanitaires en nombre suffisant sur les sites. Or, les sommes allouées par la Confédération à la «sécurité» dans les CFA sont supérieures aux montants dédiés à l'encadrement. Ce ne sont pas quelques heures de formation sur la thématique de l'asile qui vont transformer un agent de sécurité en travailleur social.

Est-ce qu'il y a eu d'autres épisodes de violence à Chevilles?

Ce que l'on sait, c'est que la police est intervenue une vingtaine de fois sur le site, appelée par des gens du centre ou

par des requérants. Cependant, quand une personne a voulu dénoncer les violences des vigiles et contacté le directeur pour appeler les forces de l'ordre, celles-ci ne sont pas venues.

Dérapages prévisibles à Genève

Le Secrétariat d'Etat à la migration (SEM) affirme que les violences disproportionnées sont inadmissibles et qu'il faut privilégier le dialogue en cas de conflit. Cela ne vous suffit-il pas?

Si je me place dans une hypothèse de bienveillance, je pourrais saluer ce vœu - qui semble pieux - de résolution des conflits de la part du SEM. Mais dans les faits, l'absence de liberté de

mouvement, les horaires contraignants pour les repas ou les retours lors de sortie, les sanctions infligées en cas de retard pour un oui ou un non par les Protectas sont en complète contradiction avec ce qui est dit. Dans l'immédiat, nous demandons instamment à Mario Gattiker, actuel directeur du SEM, de préciser le système de contrôle qu'il entend mettre en place pour éviter ce genre de violences.

Est-ce que la nouvelle loi sur l'asile, qui va dans le sens d'une accélération des procédures, a une influence sur ce climat de violence?

La violence réside notamment dans le fait de bâcler le traitement des dossiers, plutôt que d'investiguer correctement des situations complexes. C'est ce que montrent plus d'une quinzaine de décisions négatives cassées par des arrêts du Tribunal administratif fédéral. L'application de ces décisions aurait pu avoir des conséquences très graves pour la vie et l'intégrité des personnes concernées.

Un centre de renvoi du même type que Chevilles pourrait être construit à Genève. Est-ce que vous vous attendez à d'autres cas de violence?

Tout comme à Chevilles, le centre fédéral de Genève devrait aussi recevoir des personnes en situation de vulnérabilité extrême, dans l'expectative d'un traitement de leur demande ou d'un renvoi cas de non-entrée en matière. Sans changement notable de la part du SEM, dans la formation des vigiles privés, de leurs conditions de travail et l'ouverture des centres, les dérapages sont prévisibles. Nous souhaitons avant toute chose, un changement de paradigme générale dans la manière de penser l'asile: de sécuritaire à humaniste. ■

Propos recueillis par JDr

VD: mauvaise note pour l'enseignement à distance

Cette semaine, le syndicat SSP-Enseignement dans le post-obligatoire du Canton de Vaud a réalisé un bilan de dix semaines d'école à distance dans l'enseignement au niveau Secondaire II, à l'école de la transition et dans les écoles professionnelles, sur la base de 300 témoignages d'enseignants.e.s. La moitié des personnes sondées indiquent avoir travaillé plus qu'en période normale durant le confinement lié au Covid-19, ceci pour maintenir le lien social et pédagogique avec leurs élèves et pour adapter les contenus des cours. Les sondé.e.s pointent «une fatigue physique et psychique croissante, un isolement dans son travail et un dénuement professionnel». «En regard du gain de temps lié à l'absence de déplacement sur le lieu de travail, seul élément positif, les facteurs de surcharge et de stress l'emportent largement dans l'expérience de l'enseignement à distance», relève ainsi Cora Antonioli, enseignante dans un gymnase et présidente du SSP-Enseignement. Le sondage indique aussi que «les indications reçues des autorités scolaires ont le plus souvent paru peu claires et partielles».

Quant au bilan pédagogique auprès des élèves, il est considéré comme «peu réjouissant», avec le constat de décrochage massif des élèves après la période des vacances de Pâques et un fort taux d'absentéisme, liés à la suppression des notes, à l'abandon du contrôle des présences et à l'absence des examens. «Malgré les outils numériques (visioconférences, messageries instantanées, courriel, questionnaire et activités en ligne), l'école à la maison n'offre pas une modalité d'apprentissage alternatif à l'enseignement présentiel», estime Dominique Dirléwanger, enseignant dans un gymnase. «Le manque de matériel, les conditions d'apprentissage et le déficit de maîtrise des outils de communication révèlent de fortes inégalités au sein de la population scolaire», relève encore le sondage. Face à ce constat, le SSP annonce qu'il s'opposera «à toute volonté visant à la normalisation et à l'institutionnalisation des outils d'enseignement à distance». Rappelant au Département de la formation, de la jeunesse et de la culture (DFJC) la nécessité urgente de faire un bilan «plus global et nuancé» de ce type d'enseignement. ■

Réd.

La loi CO₂ dans la tourmente

SUISSE • Alors que l'UDC soutiendrait un référendum contre la révision de la loi CO₂, la Grève du climat Vaud et Extinction Rebellion dénoncent une loi «insuffisante, inefficace et punitive pour les personnes précaires».

Le 10 juin, le Conseil national a accepté la révision de la loi CO₂, qui se veut un programme pour la réduction des gaz à effets de serre en Suisse. Parmi les mesures envisagées, on trouve une taxe sur les billets d'avion, une taxe de 10-12 centimes sur l'essence, en cas d'importation excessive de voitures émettant plus de 95 grammes de CO₂ par km, une majoration de la taxe sur le mazout. Actuellement plafonnée à 120 francs par tonne de CO₂, elle sera relevée jusqu'à 210 francs.

Ce plan ne satisfait pas la Grève du climat Vaud qui rappelle que «la place financière suisse, 22 fois plus polluante que la population, reste impunie». «Le chauffage des bâtiments est sous le coup des projecteurs, mais ce sont les gérances qui se frottent les mains, puisque rien n'est prévu pour protéger les locataires d'une hausse de loyer. Les grandes entreprises et multinationales également s'en sortent avec les honneurs: aucune mesure contraignante spécifique n'est stipulée pour faire contribuer à l'effort climatique les institutions activement actrices de la destruction des écosystèmes. Que les marchés financiers dérégulés se rassurent, les émissions grises ne sont pas non plus ciblées. Les délocalisations pourront donc se poursuivre, puisqu'aucune mesure spéciale quant à l'importation n'est prévue, au grand dam des producteurs.ice.s suisses», relève le groupe militant.

«L'objectif annoncé est une réduction de 37.5% des émissions en Suisse et 12.5% à l'étranger. C'est en soi déjà insuffisant pour rester sous les +2°C et respecter les Accords de Paris. De plus, rien ne laisse imaginer que les

mesures prises y parviennent», pourfend encore la Grève du climat Vaud.

Dénonçant le manque d'ambition de la révision, elle en appelle à des changements sociétaux profonds et à d'importantes transformations de nos modes de production, consommation et répartition des richesses. Refusant le choix binaire entre défendre la loi ou suivre le référendum des lobbies (Économiesuisse, l'Association des transporteurs routiers...) et de l'UDC climato-négationniste, l'association a décidé de lancer dès l'été une campagne en défaveur de l'actuelle révision de la loi sur le CO₂.

Actions et assemblées citoyennes

«Cette nouvelle loi n'est absolument pas à la hauteur des enjeux de ce que la science nous dit. Une fois encore on cherche à faire de l'individu le grand responsable du problème écologique en le taxant. Alors que les ménages et les entreprises de Suisse émettent chaque année près de 50 millions de tonnes de CO₂, la place financière est responsable de l'émission annuelle d'environ 1100 millions de tonnes de CO₂ à travers ses investissements dans les énergies fossiles. Des banques, aucune trace dans cette loi», corrobore sur Facebook le groupe Extinction Rebellion Lausanne. A travers des actions, comme celle organisée le 20 juin à Zurich avec le blocage du Quaibrücke et les assemblées citoyennes, le collectif continuera à exiger une action politique immédiate pour enrayer la crise du climat et de la biodiversité. ■

JDr

David de Pury et le commerce esclavagiste

NEUCHÂTEL • Suite à la manifestation Black Lives Matter, un Collectif pour la mémoire a vu le jour. Il demande le retrait de la statue de David de Pury, supposé «bienfaiteur» de la ville ayant fait fortune grâce au commerce triangulaire de la traite esclavagiste.

Emblème bien connu des Neuchâtelois, la Place Pury – et plus particulièrement la statue de l'homme lui ayant donné son nom – fait aujourd'hui débat. Celui-ci avait en effet légué sa large fortune à la ville en 1786, et son don permit notamment de financer un hôpital, un hôtel de ville, plusieurs écoles ainsi que le détournement du Seyon. Mais ce sont les raisons de sa fortune et le manque d'information à l'égard du personnage qui dérangent.

Engagé tout d'abord dans la South Sea Company (SSC), qui pratique le commerce d'esclaves et est largement présente dans les ports africains, américains et européens, David de Pury fonde ensuite une compagnie de négoce de diamants et de bois précieux en provenance du Brésil. Selon Izabel Barros, historienne et responsable de projets au Brésil à la fondation Cooperaxion, «l'esclavage au Brésil était une institution sociale totale (...). Avoir des liens commerciaux avec ce pays impliquait forcément exploiter la main-d'œuvre africaine. Entre 1757 et 1784, la société Pury, Mellish et Devismes détenait le monopole de bois (en provenance du) Brésil. L'extraction en a été longtemps assurée par des indigènes, qui furent remplacés progressivement par des esclaves noirs».

Lorsque l'ignorance règne

C'est dans le cadre de cette histoire mal connue – ou tout au moins peu mise en avant – que le Collectif pour la mémoire a mis en ligne une pétition pour le retrait de la statue de De Pury. En remplacement, le Collectif demande une plaque en hommage «à toutes les personnes ayant subi et subissant encore aujourd'hui le racisme, et la suprématie blanche», afin de mener une démarche de mémoire. Si cette initiative est souvent saluée, la méthode ne fait pas l'unanimité. Des alternatives sont ainsi proposées dans les commentaires de la pétition en ligne: garder la statue mais afficher un écriteau clair sur les activités de De Pury, l'exposer dans un musée, remplacer le socle actuel par un socle représentant les esclaves...

D'autre part, le débat se crée autour de la qualification d'esclavagiste: pour Bouda Etemad, professeur à l'Université de Lausanne et coauteur du livre *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, «il y



Le Collectif pour la mémoire a mis en ligne une pétition pour le retrait de la statue de De Pury.

avait deux types d'esclavagistes: les négriers, qui faisaient du trafic d'êtres humains en Afrique et en transportant les esclaves à travers l'océan Atlantique. Et il y avait les propriétaires terriens, en Amérique, qui faisaient travailler des esclaves. David de Pury n'était ni l'un, ni l'autre». Il est cependant indéniable que le commerce de David de Pury découle du travail des esclaves, et le fait qu'il se retrouve «au bout de la chaîne» ne l'en rend pas moins responsable.

Il est aussi intéressant de prendre en compte l'interview par *Arcinfo* de Nicolas de Pury, descendant (indirect) du négociant et conseiller général Vert à Neuchâtel. Celui-ci y affirme qu'il n'est «pas favorable à un déboulonnement» et qu'il souhaite «des recherches historiques encore plus poussées...». Dans le même temps, il admet ne pas se sentir touché par le débat qui «ressurgit tous les quatre-cinq ans» et estime «qu'il n'y avait pas raison de perdre son temps avec ce qui était considéré comme un non-

sujet» lorsqu'on lui demande si le sujet a été discuté dans sa famille. D'une part, Nicolas de Pury demande donc des recherches supplémentaires, alors que des faits avérés démontrent l'implication de son ancêtre dans le commerce triangulaire, et d'autre part, il se désintéresse de la cause.

Ce type de réaction révèle à quel point le racisme est un problème systémique dont la classe dominante se désresponsabilise. Il est pourtant nécessaire de faire sortir notre histoire du placard, de la comprendre et de l'enseigner afin d'agir sur ses conséquences.

Le contexte de l'époque

Il est évident que De Pury n'est pas le seul à avoir fait fortune sur le dos des esclaves. A Neuchâtel, nombreuses sont les figures de la bourgeoisie qui en ont bénéficié, laissant au passage leurs noms à des institutions, des rues ou des places de la ville. On peut notamment citer

Louis Agassiz, scientifique adepte des théories raciales, dont la place a récemment été rebaptisée Tilo-Frey, en mémoire d'une des premières femmes, de couleur de surcroît, élue au Parlement fédéral en 1971. De manière générale, le commerce triangulaire était favorisé dans le contexte de l'époque et nombreux sont les bourgeois, commerçants et propriétaires terriens américains et européens dont la fortune en était issue.

En Suisse, apprendre à connaître l'histoire de notre pays est un long chemin; peu de nos cours sont focalisés sur notre pays, et souvent aucun sur nos régions. Il nous faudra remettre au centre ces problématiques au sein de l'école, afin d'aiguiser les esprits, de comprendre notre position dans l'histoire du monde et de guider le chemin vers une reconstruction réellement sociale et égalitaire. ■

Léa Aligizakis

Pour signer la pétition: <http://chnq.it/PXJPH8Mbs2>

Fonds de solidarité Covid créé au Val-de-Travers

Initiée par le POP et appuyée par un membre de chaque parti présent au Conseil général de la commune de Val-de-Travers, la proposition urgente de création d'un fonds de solidarité, amendée par le Conseil Communal, passe la rampe! Celui-ci sera doté de 53'000 francs, auxquels pourraient s'ajouter 50'000 francs en 2020 et éventuellement 50'000 autres en 2021 (si nécessaire). Le but de ce fonds n'est pas de se substituer aux aides existantes mais de donner un coup de pouce à celles et ceux qui passent entre les mailles du filet social. Pour qu'il n'y ait pas de surcharge des services communaux, la gestion en sera confiée à un ou plusieurs organismes agréés, présents à Val-de-Travers.

«La crise du Covid-19 a affecté notre quotidien à toutes et tous, parfois douloureusement. Pour certain.e.s de nos concitoyen.ne.s, parfois en situation financière déjà précaire, la perte de revenus engendrée par une activité réduite, voir aucune activité, est une catastrophe dont il sera parfois impossible de se relever. Ne laissons pas des gens tomber dans la pauvreté alors qu'un petit coup de pouce leur permettrait d'éviter la spirale infernale de l'endettement et du petit crédit.»

Ce paragraphe, tiré de la proposition, résume parfaitement le but de ce fonds de solidarité. C'est maintenant qu'il faut agir, de manière souple et adaptée, pour soulager rapidement celles et ceux qui en ont besoin. Lorsque l'on se trouve dans une situation difficile, les semaines qui passent sans voir le bout du tunnel sont longues et dévastatrices. ■

Philippe Vaucher,
POP Val-de-Travers

Victoire surprise pour le service civil

ARMÉE • Le Conseil national a rejeté le durcissement des conditions d'accès au service civil par une courte majorité.

À en croire la RTS, une partie du PDC se serait ralliée à la gauche et aux Verts/libéraux pour jeter le projet aux oubliettes. Il s'agit là d'une belle surprise pour le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) et les Verts, qui se disaient tous deux prêt à aller aux urnes.

«Nous étions prêt.e.s pour le référendum contre la nouvelle loi sur le service civil et je suis sûre que nous aurions gagné», a commenté dans un communiqué la secrétaire du GSsA, Aline Bressoud. «C'est aussi une immense défaite pour la cheffe du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports Viola Amherd et l'armée», a-t-elle ajouté. Voilà des années que le GSsA se bat pour un service civil fort. Le Groupe rappelle que ces idées ont souvent rencontré l'approbation de la population. Ainsi, après plusieurs décennies de lutte pour la création d'un service civil, lors du vote de 1992 qui l'a mis

en place, ce ne sont pas moins de 82% des Helvètes qui s'en sont déclaré.e.s favorables. Selon le GSsA, avant cela, ce sont plus de 10'000 jeunes hommes qui ont été envoyés derrière les barreaux pour «objection de conscience», entre les années 70 et 90, et «cela fait partie des chapitres les plus sombres de l'histoire Suisse».

La victoire d'aujourd'hui, par 103 voix contre 90 et 5 abstentions aura évité un retour au temps où ceux qui ne voulaient pas servir à l'armée étaient «chicanés». Malgré «ce grand jour pour une Suisse pacifiste» avec cette bataille remportée, la guerre reste à gagner. «La décision d'aujourd'hui nous donne du courage pour la campagne de votation contre les nouveaux avions de combat», conclut le GSsA qui, malgré son pacifisme, continuera de se battre pour une Suisse démilitarisée. ■

Jorge Simao

50'000 signatures pour l'accueil



50'458 signatures ont été déposées par le biais de trois pétitions au Conseil fédéral ce 23 juin. Elles réclament l'évacuation des camps des îles grecques et que notre pays accueille certain.e.s des réfugié.e.s bloqué.e.s sur les îles de la mer Egée. «La Suisse doit aujourd'hui envoyer un signal humanitaire fort. Protéger les vies humaines plutôt que les frontières, mettre fin à une politique migratoire inhumaine et se montrer à la hauteur de sa tradition humanitaire», explique Amanda Ioset de Solidarité sans frontières. Outre cet accueil, la pétition d'Amnesty International Suisse demande que la Suisse s'engage au niveau européen pour favoriser une réforme du système de Dublin et participe à la mise en place d'un système de répartition solidaire des réfugiés, afin que chaque pays européen participe à l'effort collectif.

Réd. / Jojo Schulmeister

Les cadeaux de la BCE aux banques

ÉCONOMIE • Alors que les conséquences économiques de la crise du Covid-19 ne sont pas encore calculables, la Banque Centrale Européenne, accorde aux banques commerciales 1'300 milliards d'euros à taux négatif (-1%).

Ce n'est pas encore Noël, mais ça y ressemble. En effet, la Banque Centrale Européenne vient de mener une opération hors norme, en accordant plus de 1'300 milliards d'euros de refinancement aux banques commerciales européennes dans le cadre de son programme au nom barbare de TLTRO. Il s'agit d'octroyer des prêts à long terme aux banques en les incitant à augmenter leurs activités de prêts aux entreprises et aux privés. L'offre pour des prêts sur trois ans a été souscrite par 742 établissements bancaires. Ces prêts,

censés fournir des crédits aux entreprises et aux ménages suite à la crise sanitaire du coronavirus, vont, pour la plupart, faire l'objet de placements des établissements financiers qui profiteront des écarts de taux d'intérêt et ainsi gagneront de l'argent sans rien faire. Cerise sur le gâteau, la Banque Centrale Européenne prête à taux négatif (-1%), ce qui revient à offrir chaque année le montant astronomique de 13 milliards d'euros au secteur bancaire! Sur trois ans, c'est près de 40 milliards qui seront créés à partir de rien et qui viendront améliorer les

revenus des banques. Pire encore, les Etats garantissent un certain nombre de prêts et en cas de défaut du prêteur, ce sont les contribuables qui paieront! Quand on sait que les banques, surtout italiennes et espagnoles, sont déjà très exposées aux prêts non performants (à risque) et que les conséquences économiques de la crise du coronavirus ne sont pas encore calculables, il est fort probable que cette opération se soldera comptablement par un fiasco pour les citoyens européens. Mais pas pour les banques. ■

Patrick Savioli

COURRIER

La vérité est-elle ailleurs?

Réaction à «Aux frontières du complot» (GH 20, 15.05.20). Voilà un sujet bien inhabituel, mais même une page entière ne suffirait pas à le développer.

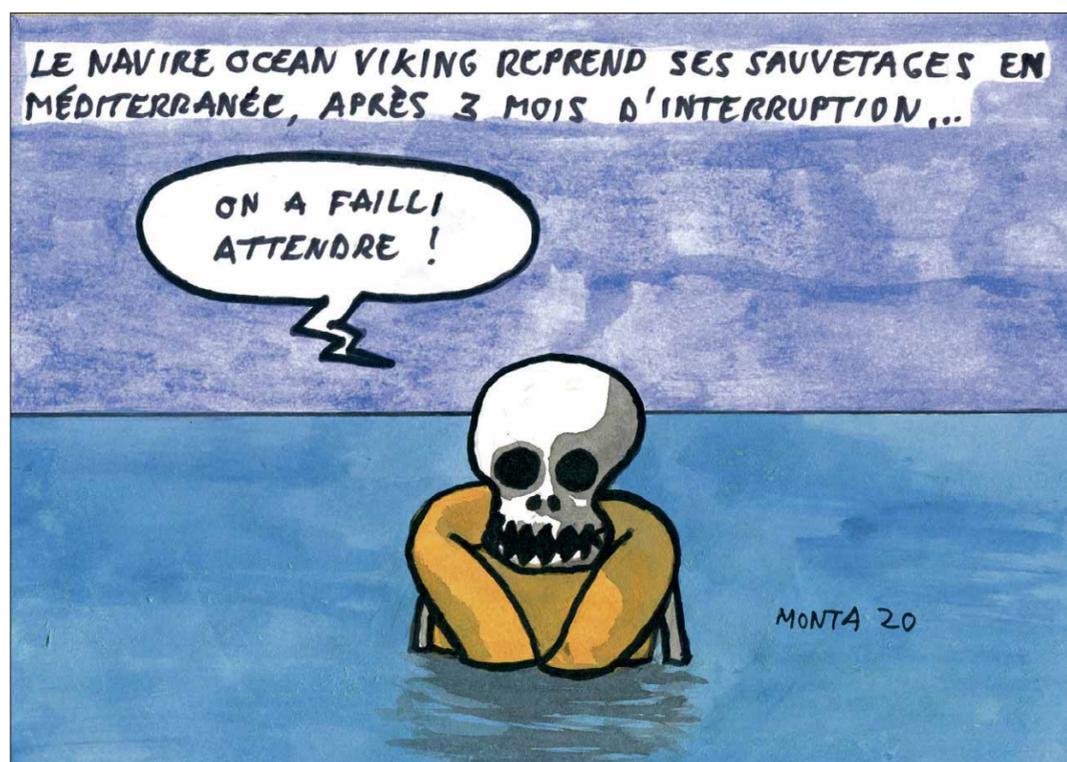
L'article ne s'est intéressé qu'à certaines théories du complot... Il en a tiré la conclusion qu'il y a quand même anguille sous roche et que diaboliser systématiquement les théoriciens du complot était suspect. Il faut dire aussi qu'on a tendance à mettre toutes les théories du complot dans le même sac afin de décrédibiliser ses théoriciens. Or, chaque théorie du complot est unique et dépend de la classe sociale, des convictions politiques, de l'appartenance ethnique ou religieuse de celui qui l'émet. Élaborer une théorie du complot ne l'engage à rien et ce sont les événements qui lui donneront alors raison ou tort. S'il est facile de contredire les théoriciens de la Terre plate par un simple mot - «horizon» -, le débat concernant les véritables auteurs des attentats du World Trade Center n'est pas près d'être clos... J'aurais plutôt tendance à penser qu'il n'est pas important de connaître l'exécuteur... mais plutôt de se soucier du commanditaire. La question est de savoir à qui profite le crime. Et indéniablement, c'est l'impérialisme américain qui en a profité pour étendre son influence au Moyen-Orient, tout en se fichant des conséquences désastreuses que cela engendrait. [...]

Il faut savoir que les personnes qui sont les plus hostiles aux théories du complot font justement partie de la

classe dirigeante qui veut nous faire croire que le système capitaliste est indépassable, que la démocratie bourgeoise est la meilleure, que nous vivons dans le meilleur des mondes et que ceux qui propagent des théories du complot ne sont que d'immenses fachos qui complotent dans l'ombre pour s'emparer du pouvoir (mais, n'est-ce pas là une théorie du complot en bonne et due forme?). Ces personnes pensent que la société actuelle est pratiquement parfaite, mais qu'on devrait aller encore plus loin dans la privatisation des services publics et des richesses naturelles, la disparition des droits sociaux et syndicaux, un système politique exclusivement dédié aux intérêts de la bourgeoisie. Bref, leur vision de société idéale implique la réintroduction de l'esclavagisme. Ce n'est pas un hasard si en 1991, Bush père - alors président des USA - parlait de la future création du Nouvel Ordre Mondial (mais surtout américain), alors que s'effondrait le seul obstacle face à leurs projets criminels qu'était l'Union Soviétique. La chute de cette dernière est sans aucun doute le pire cataclysme qui est arrivé à l'humanité, car la haute bourgeoisie a à présent le champ libre pour nous imposer sa tyrannie. Que ce soit feu Chavez, son successeur Maduro ou Morales, l'Empire veut leur faire cher payer leur rébellion.

Conclusion: ne jamais sous-estimer la malveillance de la haute bourgeoisie, car sa soif de richesses et de pouvoir est insatiable. Elle est prête à tout pour parvenir à ses fins, sa morale n'est pas la nôtre et qu'il vaut mieux prévenir que guérir. ■

Alain Pesse,
Aigle



GaucheBdo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Les femmes sont les premières victimes du confinement

La semaine dernière, j'ai tenté de dresser un bilan du confinement, qui a duré trois mois. A la fin des 6500 caractères, j'avais à peine parlé des femmes. Alors, je me suis dit que j'allais leur consacrer une chronique entière. Au fil des jours, j'avais porté une attention particulière à leur sort.

Dès qu'on parla de travail partiel, il devint évident qu'il toucherait davantage les femmes que les hommes. Certaines ont d'ailleurs pris un congé non payé, afin de s'occuper de leur foyer. Mais la plupart des cheffes de familles monoparentales ne pouvaient pas se le permettre financièrement.

Les mères durent se mettre à Internet, afin d'aider leurs enfants à suivre les cours et à faire leurs devoirs. Il fallut paradoxalement gérer leur exposition aux écrans, parce qu'ils avaient tendance à abuser des jeux et des interminables discussions par WhatsApp, Skype ou autre-Hangouts. Cela en plus des courses, repas, vaisselles, lessives, etc. En-dessous de 8-9 ans, les enfants demandent une présence soutenue, difficile alors d'associer télétravail et garde. On peut supposer que les maris et pères ont donné un coup de main, voire pris leur part. Mais l'essentiel de la charge reposait sur les femmes. Elles firent preuve de trésors de créativité pour occuper leurs enfants, afin qu'ils ne deviennent pas enragés. Elles tremblèrent au moindre éternement d'un des leurs, tentèrent de rassurer, de consoler.

Partout, les gens se sont mis à ranger, vider les armoires, trier, remplir des sacs de vêtements à donner, jeter toutes ces choses inutiles qu'on garde, dans l'espoir qu'un jour, peut-être, elles serviront. Dans les déchetteries, on enleva les bennes des objets encombrants, ce qui fait qu'on en a retrouvé un peu partout. Comme si l'on ne pouvait pas conserver encore quelques semaines ce qui encombrait les rayons depuis des années!

Certain.e.s retrouvèrent le goût de la lecture, les femmes quand elles en avaient le temps. On a maintenu les liens familiaux et amicaux en se téléphonant, en s'appelant par Skype, en s'envoyant des courriels, des SMS. Ce sont surtout les femmes qui ont à cœur de maintenir les contacts.

Celles qui étaient enceintes eurent peur que le virus n'atteigne leur bébé. Le suivi des grossesses, les accouchements furent plus compliqués. On les renvoyait à la maison aussi rapidement que possible. Parallèlement, les avortements furent aussi plus difficiles.

A l'intérieur des appartements, hélas, les violences conjugales augmentèrent de 30%. Pour les femmes battues, et les enfants maltraités, il était encore plus ardu que d'habitude de chercher de l'aide. Le foyer est un lieu dangereux, les contes nous le disent depuis des millénaires: *Cendrillon, Le Petit Poucet, Peau d'Ane, Blanche-Neige*...

Les femmes furent en première ligne contre la pandémie. Personnel de santé à 82% féminin, pharmaciennes, caissières, nettoyeuses, aides à domicile, vendeuses. Des héroïnes, souvent mal payées, 600 fr. de moins que les hommes. Dans les hôpitaux, s'affairaient des infirmières jusqu'à 15 heures par jour, 7 jours sur 7, pour soigner les malades du Covid-19. Au début, sans masques, se bricolant des surblouses, puisque tout manquait, jusqu'aux tests. Covid-19 a mis en évidence les faiblesses du système de santé suisse, souligne l'ASI (Association suisse des infirmières et infirmiers). «Nos professionnel.le.s paient la facture d'années de fiasco politique», dénonce sa présidente, Sophie Ley. Les infirmiers demandent une augmentation du personnel et une offensive massive en matière de formation. La Suisse ne forme même pas la moitié du personnel infirmier dont elle a besoin. Cela témoigne «d'un égoïsme indéfendable vis-à-vis des pays dont nous ponctionnons la main-d'œuvre». Une telle situation entraîne par ailleurs une dépendance envers l'étranger. «La Suisse aurait été vouée à la catastrophe si nos collègues frontaliers avaient été réquisitionnés par nos pays voisins pour leur propre système de soins». L'impréparation des Etats occidentaux fut et restera le plus grand scandale de la pandémie, les pays asiatiques ayant tiré des leçons des contaminations précédentes.

A cause de la pandémie, au niveau mondial, 47 millions de femmes n'auront pas accès à la contraception et à l'avortement, il y aura 7 millions de grossesses non désirées, + 30 à 45 millions de violences conjugales, + 2 millions de mutilations génitales, + 13 millions de mariages précoces. 56'700 femmes pourraient succomber, en raison d'une baisse des soins avant et après l'accouchement, en plus des 144'000 qui meurent à l'heure actuelle. 1,2 million d'enfants de moins de 5 ans vivant dans 118 pays pourraient mourir en six mois. Ce bilan anéantirait «des décennies de progrès dans la réduction des morts évitables chez les enfants et les mères», déplore la directrice de l'Unicef, Henrietta Fore.

Parmi les personnes qui font la queue pendant des heures pour obtenir un sac de nourriture de base, il y a une grande majorité de femmes, dont les nounous et femmes de ménage qui furent congédiées sans revenu d'un jour à l'autre.

En revanche, parmi les expert.e.s invité.e.s dans les médias, plus présent.e.s que les politiques pendant le confinement, il y avait une majorité d'hommes, se prenant souvent pour des dieux, comme le Dr Didier Raoult, de Marseille. Mais les femmes ne sont que 2 sur 14 dans la plateforme d'échanges «Point de Contact Société Civile», mise sur pied pour gérer la crise. Et seulement 4 sur 11 à l'OFSP (Office fédéral de la santé publique). C'est injuste et illogique dans un domaine qui concerne en premier lieu les femmes, en tant que mères et soignantes.

Nous avons applaudi* tous les soirs ceux et celles (surtout celles) qui ont tenu la société à bout de bras durant les 3 mois du confinement. Il faudra concrétiser cette reconnaissance par des actes, dont une revalorisation de leurs salaires.

Au moment de son départ du Conseil administratif de la Ville de Genève, après 12 ans, Genève a salué Sandrine Salerno, sa gestion rigoureuse des finances. Elle a été 3 fois maire, a créé Agenda 21, promouvant le développement durable, l'égalité femmes-hommes, avec des propositions novatrices, comme la féminisation de panneaux de signalisation, qui a fait le tour du monde. Des femmes remplacent en 6 versions la silhouette masculine. En marche! semblent-elles dire, comme la Grève féministe, en marche vers une société plus égalitaire.

Huguette Junod

* Deux mains qui applaudissent sur un balcon est la photo de couverture retenue pour le livre «Grains de sable, témoignages du confinement» qui va sortir fin juin aux Ed. des Sables.

Un plan de relance européen trompeur

COVID-19 • La Commission européenne a présenté son Paquet de relance européen, sous le nom de «Next Generation EU», qui sera encore discuté à la mi-juillet. A y regarder de près, il n'y a guère de raisons de se réjouir.

Officiellement, le plan proposé par la Commission européenne veut aider les pays européens à surmonter la crise post-coronavirus. En réalité, il répond à une autre urgence: la profonde crise de l'Union européenne. Face à ce manque de confiance, Angela Merkel et Emmanuel Macron ont proposé le 18 mai une solidarité minimale. En effet, l'Allemagne – dont les multinationales sont une des grandes gagnantes de cette construction européenne – ne veut pas trop de solidarité. Mais d'autre part, perdre cette construction européenne serait encore pire. Pourtant, c'est exactement à cela que pourrait mener le nationalisme de l'Autriche, la Suède, le Danemark et les Pays-Bas, porté en Belgique notamment par la Nouvelle Alliance (groupuscule d'extrême droite néofasciste, ndlr). Ces forces libérales veulent juste un grand marché sans aucune solidarité. Comme celui-ci ne fait que creuser les inégalités, cette politique pourrait mener à l'explosion de l'Union. La Commission a donc choisi de concéder un peu de solidarité, une première dans la construction européenne, pour sauver l'essentiel de cette Union antisociale et au service des multinationales.

Des chiffres à décortiquer

Que le premier objectif est de sauver le marché intérieur se voit dans les montants. La Commission européenne a parlé de presque 2400 milliards d'euros, mais il s'agit là d'un enfumage. Presque la moitié de cet argent, 1100 milliards, n'est pas de l'argent «nouveau». C'est le budget normal de l'Union européenne sur



Actions à Bergame de militants de la gauche radicale devant le syndicat patronal de la Confindustria.

Sportello Lavoro Bergamo - KAP

sept ans. 800 milliards d'euros sont des prêts ou des garanties qui devront être remboursés. Nous parlons donc en réalité de 500 milliards de transferts financiers pour les pays les plus frappés et 500 milliards, c'est en fait très peu...

La Commission ne sera pas très regardante cette année, mais les années suivantes, elle voudra de nouveau faire appliquer l'austérité et les réformes les plus néolibérales. Il est fort probable que d'ici un an, la Commission présentera à nouveau des

réformes structurelles, de l'austérité ou par exemple la casse des systèmes publics des pensions.

Qui gagne, qui paie

Où va aller cet argent? A peu près deux tiers du nouveau paquet passera via des plans de réformes et de relance nationaux, soumis par les États-membre à la Commission européenne dans le cadre du Semestre européen. Ne rêvons pas: contrairement à ce que pourraient croire les partis écologistes et sociaux-démocrates,

cet argent ne servira pas une stratégie ambitieuse d'investissements publics, de renforcements des services publics ou des pensions... Il est plus probable que ce soit le modèle «tout soutien aux multinationales» avec un programme de subsides massifs et gratuits pour les grandes multinationales. Comme chez Lufthansa, qui reçoit de l'argent de l'État allemand, mais peut entretemps restructurer, licencier, précariser, et envoyer de l'argent dans des paradis fiscaux, pour devenir plus

grand dans le même monde qu'avant. D'autant plus que les PME sont réduites à une note en bas de page de tout le plan de relance. Finalement, le nouveau programme européen pour la santé recevra 9,4 milliards seulement.

Vient enfin la question de qui paiera au final ce paquet d'aide. Comment sera remboursé cet argent emprunté par la Commission européenne? Il n'y a aucune certitude. Une option serait de nouvelles ressources fiscales pour l'Union européenne, mais la Commission ne présente aucune proposition concrète et ne mentionne que quelques pistes dont certaines très discutables: une taxe carbone aux frontières, une taxe digitale, une TVA simplifiée, une taxe sur le plastique et les revenus du marché de carbone...

La lutte est lancée

Plutôt qu'un plan qui vise à sauver le marché, il nous faut un plan ambitieux européen d'investissements publics à la hauteur de la crise sociale et climatique. Plutôt qu'un plan qui risque de faire payer les travailleurs de l'Allemagne à l'Espagne, il nous faut un plan qui fasse contribuer les grandes multinationales et les multimillionnaires européens par des taxes, telle la taxe sur les transactions financières et un impôt touchant la fortune des milliardaires européens. Un tel plan ambitieux devrait inclure une rupture nette avec l'austérité européenne et tous ses mécanismes, afin de pouvoir profiter tant aux travailleurs européens qu'au climat. ■

Marc Botenga,
eurodéputé du PTB belge

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

Les ultra-riches déjà plus fortunés qu'avant la crise

ANALYSE • La pandémie de coronavirus a touché la haute finance et les milliardaires. Mais grâce au soutien actif des États, ils ont vite récupéré de leurs pertes et sont déjà en train de profiter de la crise.

Quand la gravité des conséquences potentielles de la pandémie est devenue claire pour les spéculateurs, vers fin février, les principales bourses occidentales ont connu un mois de dégringolade. Tous les grands indices boursiers de référence ont en effet perdu entre 30% et 40% de leur valeur. Cela a, inévitablement, eu un impact violent sur les fortunes des ultra-riches, qui se mesurent pour l'essentiel d'après leur capitalisation boursière. Selon le magazine économique américain *Forbes*, l'ensemble des milliardaires de la planète auraient ainsi perdu 700 milliards de dollars au cours de cet épisode...

Pourtant, passé ce choc d'un mois, les cours de bourse sont rapidement repartis à la hausse, et de manière assez impressionnante. A Wall Street en particulier, l'indice S&P 500 (qui est basé sur les 500 grandes sociétés cotées en bourse aux États-Unis) a connu début avril sa plus forte semaine de progression depuis 1974 (+12,1%) et l'indice boursier (qui mesure l'évolution des entreprises cotées en bourse) NASDAQ s'est tellement bien porté depuis lors qu'il a même surpassé ce lundi 8 juin son niveau de capitalisation d'avant la pandémie. Un record absolu... Contrairement à de nombreux autres secteurs, le casino financier global n'aura donc pas fait faillite. Au contraire, beaucoup de ses riches clients ressortent déjà indemnes de cette

crise, voire enrichis. Les milliardaires américains dans leur ensemble sont en effet 20% plus riches aujourd'hui déjà qu'ils ne l'étaient dans le creux (boursier) de la pandémie le 18 mars (+565 milliards de dollars)...

Déconnexion entre finance et économie

En contraste avec cette récupération financière spectaculaire, l'économie réelle est dans une crise désastreuse. Entre le moment où Wall Street a entamé sa remontée et aujourd'hui, plus de 40 millions de personnes ont été contraintes de faire appel aux allocations de chômage aux États-Unis, portant le taux de chômage réel autour des 24% tandis que les faillites d'entreprises augmentaient de 50%.

En réalité, si les financiers et leurs algorithmes sont si confiants, c'est pour une raison très simple: ces derniers mois, les grands États capitalistes ont ouvert les vannes sur les marchés financiers, les abreuvant de liquidités et de transferts d'argent public dans des proportions inédites. Couplée à un relâchement des régulations sur le secteur bancaire et financier, cette mise sous perfusion étatique est le carburant qui permet de relancer la «confiance» et l'accumulation au bénéfice des ultra-riches malgré l'effondrement de l'économie. Cela passe par deux armes de politique économique: d'un côté le «bazooka monétaire» des banques centrales;

de l'autre, la relance budgétaire des gouvernements.

Faire repartir la spéculation

Le «bazooka monétaire» a été la première arme à être dégainée. Déployée quasi simultanément par toutes les grandes banques centrales du globe au mois de mars, l'opération a consisté à faire tourner la planche à billets pour injecter des milliers de milliards sur les marchés financiers. Le but affiché de ces injections? Soutenir la demande globale de titres, et en booster les prix et la liquidité, afin d'empêcher que la crise boursière ne se mue en crise financière. A elle seule, la Banque centrale européenne (BCE) a déjà débloqué presque 1500 milliards d'euros depuis le mois de février pour y arriver... En fin de compte, tout cet argent public que les banques injectent sur les marchés, et qui se donne pour but d'empêcher la transmission du risque financier à l'économie réelle, se métamorphose ainsi en une énorme bulle spéculative. Et c'est cette bulle qui permet à la fortune des ultra-riches de repartir en flèche en totale déconnexion avec le réel...

Relance budgétaire: un sauvetage des nantis

A côté de ce «bazooka monétaire» des banques centrales, les gouvernements ont rapidement eu recours à la relance budgétaire, qui se chiffre elle aussi en milliers de milliards. En surface, cette

opération vise bien sûr à servir l'intérêt général: financement des allocations de chômage, aides aux entreprises et aux ménages en difficulté, soutien au crédit... Et pourtant, elle conduit également à soutenir l'accumulation financière et le portefeuille des ultra-riches. Ce soutien caché s'exprime de deux manières différentes.

En premier lieu, les aides accordées par les gouvernements aux salariés et aux entreprises en difficulté ne constituent pas un simple élan de solidarité. Elles poursuivent aussi un objectif beaucoup moins noble... En effet, en temps normal, les salariés, les petites entreprises et les indépendants reversent toujours – qu'ils le veuillent ou non – une part énorme de leurs revenus aux rentiers et aux actionnaires des entreprises monopolistes (très grosses entreprises dominant un secteur). La fonction des aides d'État, c'est aussi que ce transfert continu d'argent du bas vers le haut ne soit pas interrompu par les pertes de revenus dues à la pandémie. Mais en second lieu, de manière beaucoup plus directe, il y a aussi une part des aides déployées par les gouvernements afin de soutenir les entreprises en difficulté qui sont captées par des firmes qui ne sont pas en difficulté du tout, et qui utilisent ces fonds pour s'enrichir et pour spéculer... ■

Martin Dupont

Paru dans *Solidaire*, adapté par la rédaction

Le virus se renforce dans le monde

COVID-19 • La pandémie continue sa progression avec un record du nombre de cas le 19 juin. Si certains pays connaissent une deuxième vague, l'hémisphère Sud subit une aggravation inquiétante avec l'arrivée de l'hiver. Le professeur Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale à l'Université de Genève, nous explique les diverses situations planétaires.

Comment décriez-vous en cette fin juin la situation pandémique à travers le monde?

ANTOINE FLAHAULT En Europe, nous n'assistons pas à une résurgence de l'épidémie. En raison des stratégies très actives de tests, on voit toujours le virus circuler et quelques foyers apparaître comme en Allemagne, en Italie, en France. Mais il n'y a pas de deuxième vague. Nous remarquons deux exceptions notables: la Pologne et la Suède. Elles subissent une forme de plateau, pas très élevé cependant, mais qui s'étire dans le temps, moins à mon sens à cause de la politique d'autoconfinement promue par le gouvernement suédois que par sa négligence à proposer une stratégie massive de tests. Pour la Pologne, il s'agit de foyers épidémiques importants émanant des mines où les travailleurs se trouvent dans un lieu confiné, froid, humide et peu ventilé. D'autres pays connaissent, comme en Europe, une évolution similaire à celle de la France, l'Allemagne ou la Suisse. Il s'agit de l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Vietnam, le Japon, la Thaïlande, le Canada bientôt et quelques Etats des Etats-Unis comme New York et la côte nord-est. Mais le reste du monde continue de subir une forte crise pandémique.

Dans quels cas peut-on parler de seconde vague?

Cette notion est purement graphique. On évoque une seconde vague lorsqu'on assiste à un rebond une fois la première vague en décline, même sans élimination complète. Seule la Nouvelle-Zélande a réussi à éliminer le virus durant quelques jours. L'éclosion de foyers avec des chaînes de transmission non contrôlées peut déboucher sur une seconde vague. C'est le cas en Iran, en Arabie saoudite et à Djibouti. Ces trois pays illustrent des exemples différents. En Iran, elle est aussi élevée



que la première. Les courbes montrent deux bosses de même amplitude. En Arabie saoudite, c'est plus préoccupant avec une deuxième vague toujours en phase de croissance exponentielle, plus élevée que la première. A Djibouti, nos contacts sur place expliquent que la deuxième vague s'est propagée avec la fête de l'Aïd qui a eu lieu le 24 mai, après un déconfinement le 18 mai. Celle-ci semble désormais contrôlée et a touché surtout les quartiers les plus défavorisés. Sur l'ensemble du territoire aux Etats-Unis, il existe un réel débat pour savoir si l'épidémie connaît une continuité ou donne lieu à une réelle seconde vague. Chaque situation étant différente

entre la Californie, où les cas semblent augmenter de manière continue et graduelle, et les véritables rebonds observés en Floride et au Texas.

En dehors de ces rebonds, qu'en est-il de la circulation du virus et de sa progression?

Au niveau mondial, la circulation n'a jamais été aussi forte qu'en ce mois de juin. Le 19 juin, un nouveau record a été franchi avec 150'000 nouveaux cas en une seule journée. Cette augmentation du nombre de cas s'explique aussi par la hausse du nombre de tests. Peu de pays connaissent un déclin de la pandémie. Au contraire, le Covid-19 se renforce notamment dans l'hémisphère Sud avec l'arrivée de l'hiver. A

l'exception de l'Uruguay, tous les pays de l'Amérique latine sont fortement touchés. De même l'Inde, le Mexique et l'Afrique du Sud continuent de subir une forte pandémie. De nombreux pays africains essuient une phase de renforcement du Covid-19 et de sa circulation.

Comment faire face à cette progression de la pandémie?

L'hémisphère Sud est moins peuplé que celui du Nord. Cette flambée est préoccupante car elle apparaît moins contrôlée. Aujourd'hui, la population n'a pas atteint un niveau d'immunité suffisant pour empêcher l'arrivée d'une nouvelle vague. Il est difficile de

savoir le rôle que jouera un éventuel frein saisonnier. Selon mon hypothèse, un tel frein existe, mais de manière partielle. Le frein saisonnier s'observe sur beaucoup de virus respiratoires dans les zones tempérées du globe durant l'été, alors que l'hiver est un promoteur de la diffusion des virus respiratoires. Actuellement, on voit basculer, vers l'hémisphère Sud, des épidémies avec une force que nous avons connue dans l'hémisphère Nord durant l'hiver. Le frein saisonnier, lorsqu'il existe, permet de faire baisser le taux de reproduction du virus (R_0 ou R zéro) qui permet de mesurer combien de personnes en moyenne seront infectées par une personne contaminée par ce virus. Pour la grippe (où le R_0 est de 1,5), la contamination chute de 40% durant l'été et fait passer le risque en dessous de la valeur 1, c'est-à-dire en dessous du risque épidémique. Ce frein saisonnier est tout à fait possible pour le coronavirus. Mais s'il était de même force que pour la grippe, le taux de reproduction du coronavirus étant de 3 ou de 4, le seul frein estival ne permettra pas de contrôler l'épidémie. Il serait néanmoins bienvenu pour les pays de l'hémisphère Nord en zone tempérée afin d'accompagner et sécuriser un peu le déconfinement, en contribuant à faire baisser le nombre de cas malgré le relâchement des attitudes barrières, que l'on observe au cours des manifestations, des festivités... Seulement avec le retour de l'automne, nous retrouverons dans une période à très haut risque de résurgence épidémique. Et il n'apparaît pas acquis que l'on puisse alors éviter, avec les seuls masques et les tests, un nouveau confinement, sans vaccin ou traitement disponible en Europe. ■

Entretien réalisé par
Vadim Kamenka

Paru dans L'Humanité

Sous les pavés, la santé

FRANCE • Après la première vague de coronavirus, le gouvernement Macron affronte les revendications du milieu de la santé. Adoptant une stratégie similaire à celle développée face aux Gilets jaunes, il risque de favoriser l'embrasement social du pays.

Mardi 16 juin, pour la journée d'action en soutien au personnel soignant, les applaudissements et les remerciements ont été remplacés par les gaz lacrymogènes et les «nasses» policières. Celles et ceux qui, hier, avaient été élevés aux rangs de «héros en blouse blanche» par le Président de la République peinent aujourd'hui (encore) à faire valoir leurs revendications.

Précarité hospitalière systémique

Ils étaient alors des dizaines de milliers dans les rues, pour demander «du fric pour l'hôpital! Pas pour le capital!». A Lyon, où près de 15'000 personnes ont défilé, le cortège s'est déroulé sous les applaudissements et les pancartes de soutien des riverains. Si une bonne partie des participants était des professionnels de la santé, au sens large (incluant les agents de ménage et administratifs), on pouvait y croiser de nombreux Gilets jaunes en première ligne, ainsi que des syndicats et groupes politiques, tels les Jeunes communistes ou encore des militant.e.s pour le climat. Si toutes et tous étaient présent.e.s pour exiger un meilleur financement de l'hôpital, une augmentation des effectifs par dizaine de milliers et des revenus (de minimum 20%), ainsi que la cessation des fermetures de

lits et services, ils en appelaient plus généralement à un changement de modèle garantissant la qualité des services publics ainsi qu'à une meilleure redistribution des richesses.

Alors que le défilé avait commencé dans une ambiance festive, à l'approche de l'arrivée, devant l'Agence régionale de santé, la police, craignant vraisemblablement que la manifestation ne devie du trajet prévu, a fait usage de gaz lacrymogènes, là où un simple mégaphone pour orienter la foule aurait suffi. Ni les armes, ni la nasse qui suivra l'arrivée, n'ont mené à l'escalade de la violence et la dispersion a pu se faire dans un calme relatif. Les manifestant.e.s parisiens ne s'auraient pas eu la même chance, et l'image qui aura marqué la journée est celle de l'arrestation musclée d'une soignante avec un genou policier sur le dos. Il s'agit de Farida C., infirmière de 56 ans, qui, venue manifester, s'est sentie «muselée» par les gaz «alors que l'on asphyxie déjà dans les hôpitaux». Elle en est arrivée à jeter «symboliquement» quelques cailloux en direction de gendarmes «protégés par leur équipement et armés» (Mediapart, 19.06.20).

Le vase de la colère

Cette exaspération, qui peut conduire à des gestes «violents» en réaction à la répression, est palpable

dans le pays. Les médailles, les promesses d'augmentations et d'un «plan massif pour l'hôpital» ne suffisent plus. L'énième «grande consultation» initiée par le gouvernement est vue comme une offense par celles et ceux qui clament les revendications actuelles depuis un an et plus. Ils.elles y voient «un nuage de fumée», à la façon du «grand débat» mené durant la crise des Gilets jaunes. Ce d'autant plus que plusieurs professions de la santé n'y sont pas représentées. Ainsi les agents responsables du ménage ou les psychologues.

Ces dernier.e.s, bien que n'étant pas ou peu impliqués directement dans la gestion du coronavirus n'en ont pas moins été essentiels. Or, aujourd'hui leurs conditions professionnelles sont plus que précaires. «60% des psychologues dans la fonction publique hospitalière (FPH) sont en contrat à durée déterminée (CDD)... pour un maximum de 6 ans. Par exemple, 5 ans après leur embauche ils peuvent être encore en CDD», explique Bastien Noisette, neuropsychologue à Montpellier. «Leur salaire de départ dans la FPH est de 1450 euros (environ 300 de moins que le salaire médian), ce qui est faible pour un bac +5. Et ils peuvent rester de longues années à ce salaire étant donné leur statut contractuel». Selon lui, le gel du point d'indice qui sert au calcul des revenus des fonctionnaires, et qui n'a pas vraiment

augmenté depuis 9 ans, ampute leur salaire de 300€ en moyenne au CHU. «Enfin parmi les contrats proposés, une grande partie est du temps partiel (parfois des temps de travail à 20%). Cela est d'autant plus vrai pour les jeunes diplômés. 39% des diplômés de moins de 30 mois qui ont trouvé du travail sont en temps partiel». Avant de conclure: «Nous sommes invisibles, précaires mais fiers de nous battre pour le bien-être des autres.»

Manifestations et commémoration

Christophe Prudhomme, urgentiste, délégué CGT et porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France, prévient que, si le Ministre de la santé ne vient pas à la table des négociations avec 15 milliards d'euros, les manifestations continueront. Deux journées d'action sont d'ores et déjà prévues le 30 juin et le 14 juillet. Pour cette dernière date qui se veut «symbolique», il propose de défilé sur les Champs Élysées, le jour de la commémoration de la Révolution française. Faute d'autre réponse à la crise sociale que les gaz et les «enfumages» les manifestant.e.s seront peut-être contraint.e.s de chercher (symboliquement) sous les pavés le système de santé dont ils rêvent. ■

Jorge Simao

Une Venise poétique dans ses brumes

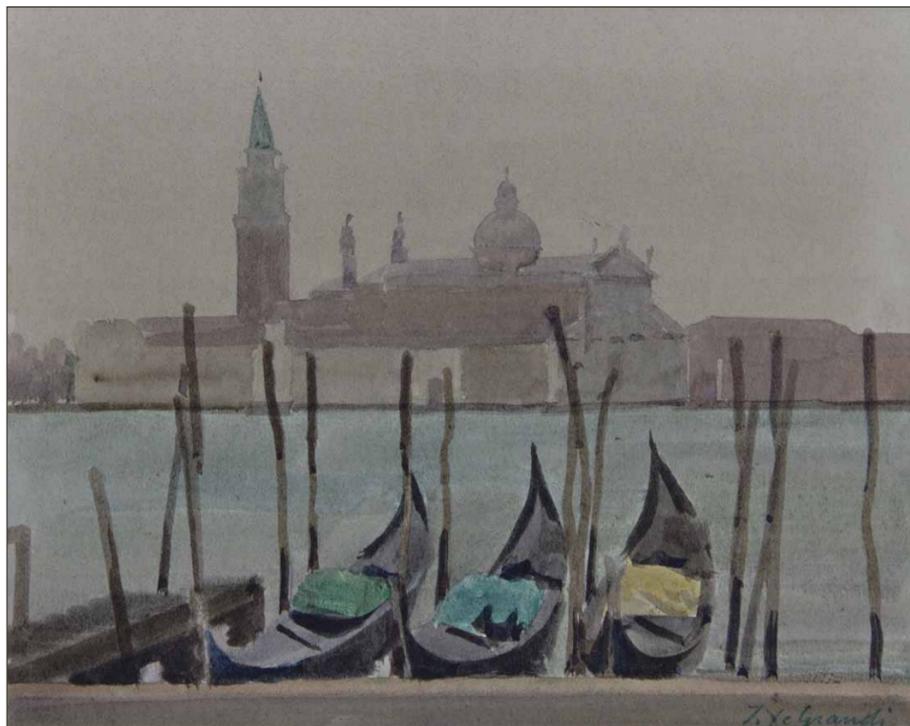
EXPO. Corseaux expose les délicates aquarelles vaporeuses du peintre né à Vevey, Italo de Grandi ancré dans la tradition de la Renaissance italienne.

La maison qui abrite L'Atelier De Grandi, dédié à Italo et Vincent, deux frères peintres, est en soi intéressante. Avec ses formes pures et géométriques, elle constitue un exemple marquant d'architecture contemporaine sur la Riviera vaudoise. Elle fut construite en 1939 pour Italo, comme atelier et logement, par le célèbre architecte d'avant-garde Alberto Sartoris, un disciple de Le Corbusier.

L'exposition temporaire actuelle est entièrement consacrée aux aquarelles vénitiennes qu'Italo De Grandi (1912-1988) réalisa entre 1977 et 1987, soit dans la dernière décennie de sa vie. Il n'avait commencé à peindre à l'aquarelle que sur le tard, dès 1968, sur les conseils de son ami Gérard de Palézieux. L'artiste séjournait chaque année à Venise, non pendant les mois estivaux d'afflux touristique, mais en janvier et février, et y travaillait toujours sur le motif.

Une cité poétiquement voilée

La Venise d'Italo De Grandi est donc une cité des ciels voilés et pâles. S'étend alors sur la ville «une gaze de brume azurée», comme l'écrivait Rodolphe Töpffer. Avec beaucoup de délicatesse, l'artiste a su rendre les différentes nuances de l'eau, tant celle des canaux que de la lagune, du bleu intense au bleu pâle et au gris. Son œuvre est résolument figurative. Elle illustre donc des lieux précis, tels l'église San Giorgio Maggiore, la Dogana ou la Giudecca. Les visiteurs qui connaissent la Cité des Doges auront du plaisir à les reconnaître. Mais rien à voir avec les chromos pour touristes exécutés à la chaîne et vendus sur la place Saint-Marc! Les cadrages d'Italo De Grandi sont souvent originaux. Il peint volontiers des détails: ponts, arcades, éléments de façade. Mais aussi de larges vues générales, ainsi



San Giorgio Maggiore et gondoles

DR

celle que l'on peut avoir en arrivant à Venise en bateau, ou encore l'ensemble de la lagune avec au loin le Lido. Comme il sied à la saison hivernale, les couleurs sont rarement vives, mais au contraire atténuées, pâles, ce qui confère à la Venise d'Italo une poésie particulière.

On verra aussi dans l'exposition quelques dessins au crayon de son épouse Elisabeth (1914-2001), qui témoigne d'une belle maîtrise. Elle

avait été l'élève de Casimir Reymond. Mais elle s'est tenue en retrait (sort de bien des femmes artistes), n'a jamais exposé, malgré un dialogue artistique constant avec son mari. Notons enfin que l'exposition a été placée sous le signe du rapport entre la peinture et la littérature dans l'évocation de Venise. Des citations ont donc été placées en regard des tableaux. Comme celle de Jean Cocteau qui a écrit: «Je connais un pays

étrange où les lions volent (allusion aux multiples statues de lions, animal symbole de saint Marc) et où marchent les pigeons.»

Eloge de l'aquarelle

Une fois n'est pas coutume, rendons hommage à la qualité exceptionnelle du catalogue. Outre ses belles reproductions des œuvres, il propose une série de textes éclairants. Françoise Jaunin nous livre une synthèse remarquable sur l'histoire de l'aquarelle, longtemps considérée à tort comme un genre «mineur», mais particulièrement appréciée des peintres anglais comme William Turner. Elle convenait particulièrement bien aux peintres-voyageurs faisant leur Grand Tour qui les menait jusqu'en Italie. Sa contribution est excellemment complétée par celle de Claire Koenig sur la technique de l'aquarelle. Quant à Christophe Flubacher, il analyse avec perspicacité une série d'œuvres vénitiennes d'Italo. A leur propos, il parle d'«une brume tendre, une opalescence vaporeuse et humide». Raphaël Aubert, lui, se penche sur les rapports étroits entre Venise et les écrivains, particulièrement chez Marcel Proust et Paul Morand. Comme Italo De Grandi a peint surtout des bâtiments, un texte de Nadja Maillard traite de l'apport particulièrement important de Venise à l'architecture, à travers Vasari, Palladio ou encore Viollet-le-Duc. Relevons enfin que tous ces textes sont rédigés dans une langue claire et précise, sans jargon pour initiés, et sont donc facilement abordables pour le grand public auquel ils s'adressent. ■

Pierre Jeanneret

«Italo De Grandi. Venise. Aquarelles», Atelier De Grandi, 7 chemin d'Entre-deux-Villes, 1802 Corseaux/Vevey. Du jeudi au dimanche de 13h30 à 18h00. Jusqu'au 8 novembre.

Le «Protest Song» cubain danse avec l'histoire

MUSIQUE • Silvio Rodriguez a été l'un des fondateurs du mouvement musical dit de «la nueva trova». Il est influencé par la «nueva canción» chilienne (musique protestataire folk) et des artistes comme Violeta Parra et Víctor Jara.

Quarante-cinq ans après ses premiers enregistrements, il redevient un troubadour à la guitare avec son nouvel album, *Para la espera*. Il y joue aussi basse, percussions et assure les secondes voix. Son album sort sur des plateformes numériques. Mais il veut que «les gens ici à Cuba l'aient, le copient, l'enregistrent. «En général, l'album est fait de chansons qui, bien qu'elles aient des sentiments similaires, sont très contrastées. Cela me plaît. Et le fait qu'il n'y ait pas de violence. Ce sont des titres introspectifs et doux. Ceci alors que je n'aime pas ce que l'on appelle les belles chansons», résume l'artiste. *Danzón para la espera* (Danse cubaine pour l'attente) a inspiré le titre de l'album. C'est «l'une de ces chansons que l'on commence à composer. Mais dont on retarde l'enregistrement. Pour en perdre enfin le sens.»

Pourquoi avez-vous débuté «Danzón para la espera»?

SILVIO RODRIGUEZ J'ai commencé à la faire quand les Cinq étaient encore emprisonnés. (affaire des cinq espions cubains concernés autant d'officiers de renseignement arrêtés pour espionnage aux États-Unis en 1998 et libérés depuis). Si je souhaitais écrire une chanson à ce propos, il est parfois difficile d'aborder des questions aussi manifestement politiques d'une manière qui ne soit pas... vulgaire. La chanson avait cette aura d'espoir, si bien que je l'ai reprise, en lien avec ce que nous vivons. Et le fait que tout le monde attend et attend.

Vous avez arrêté la production de deux albums en raison des mesures imposées pour empêcher la propagation du covid-19. La vie sera-t-elle la même? Où va le monde?

Il y a beaucoup de penseurs de différents calibres et tendances qui réfléchissent à ce que nous vivons. Personnellement, je ne pense pas que le monde va beaucoup changer. Nous allons essayer d'être à nouveau nous-mêmes. Pour le meilleur et pour le pire. Mais je crois qu'il est possible que tout cela nous aide à réfléchir à la liberté et à la transparence.

Responsable d'un blog personnel «Segunda Cita» avec un forum de discussions, vous en sentez-vous toujours maître?

Non, je suis devenu comme un serveur public (rires). J'ai débuté comme propriétaire du site et suis maintenant responsable du collectif. Je n'en suis pas mécontent, mais cela me rappelle pourquoi je n'ai jamais été attiré par la politique. Je n'ai pas ce qu'il faut pour être en permanence au service du public. J'ai besoin d'avoir mes propres petits coins pour faire ce que j'ai envie de faire. Avec les années, on veut toujours plus ne faire que ce qu'on a vraiment envie de faire.

L'avenir de Cuba?

Pas seulement l'avenir des Cubains, mais celui du monde. Dans les années 60 et 70, il semblait que ce qui allait suivre serait différent. Il y avait un Tiers-monde qui cherchait. Il semblait que nous arriverions à un endroit où il y aurait moins de préjugés, de



Le disque «Danzón para la espera» signale un retour de chansons à la guitare pour Silvio Rodriguez. Alfre0411

guerres et où les ressources seraient utilisées pour des choses plus nobles. Combien de conflits avons-nous traversés au cours des 50 dernières années? Combien d'argent a été dépensé en armes et en dispositifs pour détruire les gens? Et il n'y a nulle part où aller. J'aurais du mal à le chanter maintenant. Il faut chanter autre chose.

«Toujours à me demander quelle sera la vérité absolue, profonde et retentissante», entend-on dans «Mode phrygien». Au fil des ans, avez-vous le sentiment de vous être rapproché de «la vérité»?

Nous sommes toujours à la recherche de la vérité, même si je ne suis pas non plus obsédé par elle. Il me suffit qu'il y ait quelques vérités de base utiles. La solidarité est une vérité, le fait de pouvoir se mettre à côté de l'autre. La compassion, qui nous rend vraiment humains. La vérité est similaire à ce qu'Eduardo Galeano (écrivain uruguayen de gauche) a écrit sur l'utopie, en citant le cinéaste Fernando Birri: elle est utile pour marcher. La vérité est d'aller, marcher, être intranquille, ne pas se conformer. A Cuba, nous ne sommes pas parfaits en tout. L'un de nos grands problèmes était l'idée que

«nous y sommes déjà». Pour certains, la seule chose à faire est de défendre le pouvoir. Cela a été effrayant parce que cela nous a enkystés. Tout ce qui cristallise représente pourtant la mort.

L'album «Pour l'attente» est dédié à sept amis qui sont morts entre mars et avril 2020, à des âges différents, pour des raisons différentes et dans des endroits différents du monde.

Cela a été terrible. Tupac et Padroncito, les premiers à partir, ont été immenses pour moi. En plus d'être mon éditeur, Tupac était un esprit brillant. Padroncito était mon ami depuis le début des années 60, à l'époque de l'hebdomadaire Mella. Quant à César López, il était une référence de notre poésie et de notre patriotisme. Luís Sepúlveda a été un grand écrivain et une personne merveilleuse. Marcos Mundstock, une partie essentielle de ce monument à l'intelligence qu'est le groupe de musique et d'humour argentin, Les Luthiers. Pour finir, Óscar Chávez était un ménestrel mexicain, compagnon de tant de bonnes causes.

Est-ce aussi un disque sur la mort?

Si l'album est antérieur à ces disparitions, il a quelque chose à voir avec la mort. Ce n'est pas que ce soit le thème central, mais il surgit de temps en temps. Vous le remarquerez. Ce que je vous garantis, c'est que celui qui a fait l'enregistrement est bien vivant. ■

Propos recueillis par Monica Rivero

Paru dans *El Salto*, adapté par la rédaction

L'Ukraine en régime postapocalyptique

CINÉMA • Dystopie, «Atlantis» interroge un paysage lunaire et un ex-fantassin transporteur d'eau. Pour dire, en plans fixes, la catastrophe environnementale, sociale et humaine dans le Donbass. Glaçant mais non dénué d'espérance.

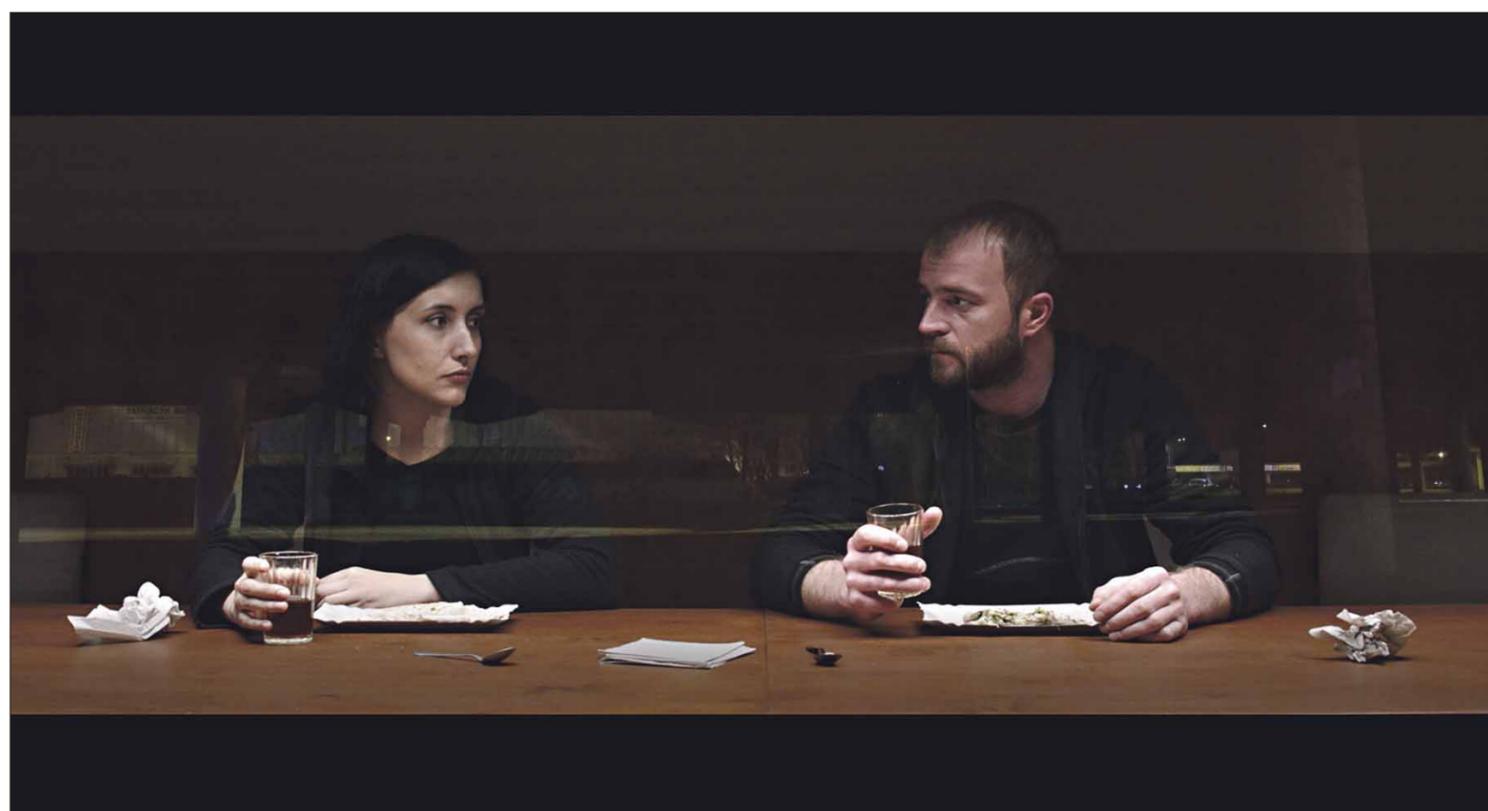
La scène d'ouverture impressionne durablement la rétine et l'esprit. Vu par drone en images thermiques colorées, un trio de soldats traîne le corps d'un ennemi, l'achève avant de l'ensevelir. On songe alors à ces mots de l'intellectuel américano-palestinien, Edward Saïd: «Il y a un réel contraste entre la violence de l'acte de représenter et le calme intérieur de la représentation elle-même, l'image (verbale, visuelle ou autre) du sujet.»

Désastre multiforme

Réalisé par Valentyn Vasyanovych, *Atlantis* est une œuvre austère, épurée, à la photographie plasticienne. Volontairement dénué de densité narrative, l'opus avec ces plans immobiles de cinq minutes en moyenne, s'inspire de la détérioration tragique de la qualité de l'eau dans les territoires de l'Ukraine sous tension. La fable se déroule donc dans un avenir proche, en 2025 après une guerre dont les belligérants ne sont jamais cités. Le décalage temporel est suffisamment ténu pour que l'histoire reste suspendue au réel. Soit au lendemain du conflit actuel opposant les forces loyalistes ukrainiennes, les séparatistes et la Russie notamment dans la partie orientale du pays.

Le conflit a aussi engendré un «Tchernobyl chimique» au Donbass. Il est causé par munitions, mines et destructions d'infrastructures qui menacent de rendre la région définitivement inhabitable.

Incarné par Andriy Rymaruk, authentique vétéran de guerre, Sergiy est un ex-soldat souffrant d'un syndrome post-traumatique. Il décide de rejoindre une organisation réellement existante, la Mission Tulipe



Unis par le seul désir de trouver aux morts «identité» et «sépulture», deux êtres singuliers survivent sans heurts dans une Ukraine dévastée. («Atlantis»).

LDD

noire. Celle-ci déterre des corps qui n'ont pas eu droit à un vrai enterrement, des dépouilles appartenant à des «gens qu'ils ont laissés derrière». Sous une pluie battante accompagnée des deux uniques et lents travellings avant du film, l'homme rencontrera une forme d'amour vitement incontournable sous désespérance.

Habiter l'inhabitable

Cette zone prochainement invivable pour des décennies voire des siècles

selon une spécialiste de la surveillance écologique (*ecological monitoring*) que Sergiy a sauvée d'une situation périlleuse, en devient alors un paradoxal sanctuaire ou «réserve» pour un couple évoluant sans repères. Solitaires et solidaires, ils participent à identifier les morts exhumés, autopsiés lors d'une séquence clinique et descriptive. Leur donner une sépulture. Ou comment «finir une histoire avec la guerre», comme le confie la jeune femme.

Ce sentiment de profonde appartenance à une terre ravagée semble partagé par nombre des personnes habitant des régions dévastées par la pollution industrielle et les suites délétères des conflits dans les anciens Pays de l'Est. Ou comment survivre avec ce qui vous nourrit et vous tue dans le même mouvement. Proche parfois de *Stalker* de Tarkovski, mais sans mystique aucune ni musique, la réalisation évoque en mode mineur la dystopie de George

Orwell, 1984, dans sa version filmique due à Michael Radford. Sur écran géant, le dirigeant d'un consortium en mains américaines, pourvoyeur d'emplois pour la zone annonce aux ouvriers une brutale restructuration. Elle prend la forme propagandiste d'une supposée avancée vers l'ère des nouvelles technologies. Une saisissante radiographie de l'Ukraine actuelle. ■

Bertrand Tappolet
Atlantis. Cinéma Bellevaux, Lausanne.

PUBLICITÉ

Le Parti du Travail déconfiné...

Fête populaire (mais dans le respect des normes sanitaires)

Le samedi 4 juillet 2020

Dès 17h00

À la Salle du Cercle du Mail
25 Rue du Vieux-Billard, 1205 Genève

Concert, avec :

Groupe *Yeqin*

Tiemoko Traoré

Madou Goni

Pandémie du COVID-19, crise économique et sociale

Retour à la « normale » ? Ou pire crise du capitalisme depuis 1929 ? Que faire ? Que propose le Parti du Travail ?

Meeting public avec :

- Alexander Eniline, président du Parti du Travail

- Annick Ecuyer, ancienne conseillère municipale

Rizotto aux bolets à 10,-

Boissons à prix populaires

Entrée libre, venez nombreux !



PARTI DU TRAVAIL

Le Festival de la Cité se redéploie

FESTIVAL • Covid-19 oblige, la manifestation lausannoise s'est réinventée sous le titre «Aux Confins de la cité». Zoom sur deux spectacles décapants et impertinents pour petits et grands.

Il était une fois. Il était mille fois. Grâce à un théâtre d'objets sonores, une redistribution inventive des voix et du récit, on peut refigurer un conte de Grimm sur un mode décalé et disruptif. Les contes sont souvent traversés d'archétypes sexistes. Style: éloge final du mariage obligatoire, de l'asservissement conjugal et domestique volontaire pour la femme. Sans oublier la tyrannie de la fécondité féminine devenue matrice reproductrice pour une société patriarcale profondément inégalitaire.

Règlement de contes

Ni une ni deux, pourquoi ne pas interroger, bousculer et subvertir les représentations et les stéréotypes de genres ? Pour les enfants dès 6 ans et toute la famille, c'est l'invitation espiègle et pertinente de Muriel Imbach pour *A l'envers à l'endroit*. Performé par deux interprètes, un comédien et une technicienne-bruitiste, l'opus est une belle occasion de réfléchir avec ludisme et légèreté aux imaginaires et codes tant sociaux que comportementaux qui nous régissent. Munis d'un casque audio, on savoure des protagonistes fantasques, des bruitages réalisés sur le vif et des paysages sonores contrastés.

Dans *Pourquoi regarder les animaux?*, John Berger souligne: «L'ordre visible auquel nous sommes habitués n'est pas le seul possible: il coexiste avec d'autres ordres... Les enfants le sentent intuitivement, parce qu'ils ont l'habitude de se cacher derrière les choses, où ils découvrent les interstices entre divers ensembles du visible.» Un constat qui garde son acuité pour cette performance.

Chasse à l'environnement

Trophée cosigné par Rudi van der Merwe et Béatrice Graf

est une performance qui en étonnera plus d'un. Les thèmes abordés mêlent la chasse, la conquête et la tradition militaire. Trois figures vêtues de tenues baroques sont à la manœuvre sur un terrain de jeux herbeux guerrier, prédateur et conquérant. En jupes relevées, on les jurerait échappées du tableau d'un grand maître de la Renaissance. Par leur récital de postures, elles nous narguent de leur morgue, nous piquant au vif.

Mais l'on perçoit aussi l'incommensurable gloire d'être un trophée chez ces êtres hybrides faisant virevolter leurs jupes dans un ballet échevelé. Soudain apparaît un conifère suivi d'un géant masqué, prélude à un massacre métamorphosant le site champêtre en cimetière militaire. Les revenants enchaînent les poses de bêtes traquées et de spectres de conflits. La création est une habile manière d'interroger notre rapport aux animaux que l'on ne voit plus comme des êtres dotés de droits et de dignité au cœur d'une société marquée par la réification de toutes formes vivantes devenues produits à consommer, dompter, domestiquer.

Il est aussi question de toute l'impérieuse nécessité d'acquiescer, déporter, exploiter qui a amené aujourd'hui à la pire pandémie de l'histoire récente. Le Prix Nobel de littérature J. M. Coetzee et compatriote sud-africain du chorégraphe et performeur Rudi van der Merwe évoque ainsi la grande tuerie animale par les humains: «C'est un carnage dont l'échelle, l'horreur et la portée morale ne diffèrent en rien de l'Holocauste; et pourtant nous préférons ne pas le voir.» (*L'Abattoir de verre*). ■

Bertrand Tappolet

Du 7 au 12 juillet, Aux confins de la Cité, Lausanne. Programme et inscriptions: www.festivalcite.ch